



Notre Dame des Landes l'action pour l'abandon du projet accélère !



Malgré un délai d'organisation très court, la manifestation du 9 janvier a été une véritable réussite. Près de 20000 personnes et plus de 400 tracteurs se sont mobilisés sur le périphérique Nantais.

Pourquoi cette mobilisation? Simplement pour demander au Président de la République de respecter son engagement et de ne pas expulser les occupants tant que les recours juridiques ne sont pas épuisés.

C'est cette fois aux occupants historiques qu'AGO-VINCI a choisi de s'attaquer en demandant l'expulsion sans délai des habitants et agriculteurs avec des pénalités de retard hors de l'entendement.

En effet, ces derniers étaient convoqués devant le tribunal de grande instance de Nantes le 13 janvier pour que soit jugée leur expulsion. Le verdict sera rendu le 25 janvier.

Une demande d'expulsion sans délai pose en effet une question prioritaire de constitutionnalité. Les règles en matière de droit au logement sont ordinairement sur un délai de 3 mois, et de deux à trois ans pour une exploitation agricole pour pouvoir arrêter ou transférer l'activité. Aussi, au-delà de la stricte expropriation, se posent les questions du droit au logement des expropriés, donc de l'absence de proposition de relogement, du droit au travail, tout cela en des termes juridiques, à la fois français et européens.

Mercredi 13 était donc un jour de forte mobilisation devant le TGI de Nantes pour rappeler qu'on ne lâchera rien.

Mais au-delà des questions strictes d'expropriations, la lutte rappelle ses fondamentaux et mobilisent bien au-delà du petit pays nantais. Sur les trois piliers du combat qui se déroulent sur NDDL, des recours juridiques, non suspensifs, sont engagés à tous les niveaux français et européens.

Ces recours portent sur les questions :

- de compensation, ou plutôt sur l'impossibilité de compenser
- de saucissonnage du projet
- de préservation des espèces faunes et flores protégées
- de l'obtention des chiffres de la soi-disant plus-value économique du transfert
- de la révision du plan de gêne sonore, pipoté par la DGAC
- du coût réel de l'aménagement de Nantes Atlantique
- etc...

De même, l'implication des organisations politiques mobilisées sur la question, dont le Parti de Gauche, est unitaire et collective. Alors la mobilisation citoyenne bat le rappel, avec spontanéité et détermination. Dans toute la France les collectifs citoyens unitaires s'activent avec des rassemblements d'agriculteurs et de citoyens, des blocages. C'est toujours plusieurs milliers de personnes et centaines de tracteurs qui se rassemblent.

Car, quelque soit le rendu du tribunal le 25 janvier, il est clair que la lutte ne s'arrêtera pas là. Expulsions ou non, autorisation de commencer les travaux ou pas, malgré tous les recours qui ne sont pas terminés, cet aéroport est non seulement inutile mais destructeur de l'environnement, du travail, du tissu social, de l'intérêt collectif, de l'argent public, et du devenir des terres agricoles. Autrement dit, pas très COP 21.

C'est pourquoi le Parti de Gauche est reconnaissant de tout le travail scientifique produit par les naturalistes en luttant pour identifier l'enjeu écologique sur la zone. Il est aussi admiratif de l'engagement citoyen et de la qualité des expertises conduites pour le maintien de l'aéroport de Nantes Atlantique. Et il va sans dire qu'il soutient sans compter les agriculteurs qui s'acharnent à proposer une alimentation de qualité respectueuse des ressources et de l'environnement.

Le Parti de Gauche défend également les possibilités qui s'offrent aujourd'hui à Notre Dame des Landes de la création d'un laboratoire social ouvert, que ce soit sous la forme déjà expérimentée avec succès sur le plateau du Larzac, ou sous toutes autres formes pouvant être inventées à partir de règles consensuelles et collectives.

Car nous le savons, les tensions et les enjeux politiques sont importants. Si les tenants de ce gouvernement gagnaient à NDL, ils se prendraient à l'idée de vouloir aller plus loin dans les projets inutiles et imposés en usant sans vergogne de la répression.

C'est pourquoi le Parti de Gauche soutient que le capitaliste et la finance sont incompatibles avec les intérêts de la démocratie et de l'écologie. Il s'opposera donc, partout et toujours, aux logiques qui veulent soumettre la parole de celles et ceux qui défendent la vie des écosystèmes en harmonie avec les activités humaines.

Alors on ne lâche rien, ni ici ni ailleurs, nous serons dans l'action, impliqués dans les petites initiatives autant que les plus grosses, comme celle du 27 février.

On ne lâche rien ! ni ici, ni ailleurs !